

Environnement | Réchauffement climatique : quand le regard local pousse à l'action



Ces 3 et 4 décembre, Le Palais Beaumont de Pau est un peu le Katowice béarnais du climat à l'échelle locale et territoriale. Ici en effet, pas de COP 24, mais à l'occasion de l'étape béarnaise de la tournée régionale du comité scientifique aquitain sur le changement climatique, Acclimaterra, deux jours d'études sont organisés sur les actions locales face au changement climatique par l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, en partenariat avec la Communauté d'agglomération paloise (CAPBP). La première soirée de ce rendez-vous a ainsi permis le lancement officiel du Plan action climat de la CAPBP ainsi que la présentation de 2 initiatives prospective territoriales d'importance sur le changement climatique et ses conséquences. D'une part, le rapport Acclimaterra au niveau régional, et, d'autre part, à un à un niveau plus local encore, la Prospective Adour 2050, élaborée par l'Institution Adour.

La première partie de soirée ce lundi 2 décembre, a fait la fête à la dynamique positive de l'agglomération de Pau autour du changement climatique et plus particulièrement encore à ses initiatives en matière de transition énergétique et de mobilité. Au cours de la soirée, dans l'amphithéâtre principal du Palais Beaumont un film récapitulant les grands axes et quelques unes des 58 actions du Plan Action Climat de l'agglomération étaient présentés à un public venu nombreux ; dans une autre salle du Palais, face à la presse, François Bayrou, maire de Pau et Président de l'agglomération, signait au côté d'Arnaud Leroy, Président de l'ADEME un contrat d'objectifs Territorial Energie Climat.

Un contrat qui vient reconnaître le travail engagé par l'agglomération depuis le début des années 2010, et soutenir les actions à venir. Conclu pour une période de 3 ans, il permet l'attribution d'une subvention de 432 000 € à l'Agglomération pour faciliter la mise en œuvre et l'animation de son plan Climat sur son territoire. Parmi les « pas de géant » de l'agglomération en matière de climat, François Bayrou cite notamment la prochaine mise en service du BHNS « Fébus » qui fonctionnera à l'hydrogène, le plan vélo de la ville de Pau, « qui compte le plus grand nombre de kilomètres de pistes cyclables par habitant, après la ville de La Rochelle » ou encore le programme de production d'énergie par la méthanisation et l'incinération des déchets qui courant 2015 permettra d'alimenter un réseau de chaleur ayant vocation à terme de couvrir « 30% de la ville, Université et hôpital compris, pour un tarif inférieur de 30% à celui du gaz ». Un dispositif qui pourra être complété pour la chaleur par un autre projet cher à François Bayrou, mais plus lointain : celui de la géothermie ou encore, pour l'électricité, le projet de voilages de photovoltaïque organique. Mais là encore, les premiers essais, s'ils sont en partie menés à Pau, démarrent tout juste.

Autant d'exemples et d'initiatives qui, selon le président de l'ADEME, « démontrent que l'on peut faire des choses concrètes p

combiner la question de la fin du monde et celle de la fin du mois », dans un clin d'oeil au mouvement des Gilets Jaunes...



« Un réchauffement qu'on ne pourra pas éviter »

Des actions et un positivisme qui n'excluent pas, bien au contraire, de se passer d'une véritable photographie de la situation de Nouvelle-Aquitaine en terme de réchauffement climatique, et de ses impacts très concrets tant sur l'environnement et ses milieux que sur les activités humaines dans la région. Une connaissance permettant de prévoir, et d'anticiper au mieux une adaptation à « un réchauffement qu'on ne pourra pas éviter ». Car tel était bien le message phare porté en deuxième partie de soirée par le climatologue Hervé Le Treut, coordinateur du rapport Acclimaterra. Un rapport sur l'anticipation des changements climatiques en Nouvelle-Aquitaine, autour duquel, en 2 éditions, environ 400 chercheurs ont collaboré dans leurs nombreux domaines de spécialité. « Le réchauffement climatique est un problème de mutation rapide en lien avec nos émissions de CO2. Les changements sont inévitables : nous n'arriverons pas empêcher le réchauffement car à travers notre mix énergétique, nous avons commencé à changer les choses depuis les années 50. Or environ 50% des gaz à effet de serre émis depuis cette époque (avec par ailleurs des émissions qui sont toujours aller croissantes) restent dans l'atmosphère pour environ 100 ans ». En d'autres termes pour les 20 à 30 années qui viennent l'histoire est déjà écrite car elle est liée aux émissions et réchauffements passés. « L'adaptation au changement climatiques est donc inévitable », ce qui ne dénigre en rien la nécessité d'un ralentissement des émissions actuelles et autres facteurs de réchauffement, pour les 50 ou 100 prochaines années...

"Interpeller les citoyens sur ce qui se passent et va se passer chez eux"

«L'adaptation au changement climatique est non seulement inévitable mais nécessaire, et doit être partagée partout sur la planète et ne pas induire à l'inverse un repli sur soi » prévient Hervé Le Treut. Pour lui « le territoire local, physiquement délimité, est le périmètre d'action pertinent en raison du caractère direct des décisions qui y sont prises en terme de décision d'adaptation locale à des changements climatiques globaux ». C'est d'ailleurs bien l'enjeu de cette tournée Acclimaterra au-delà de porter la connaissance la richesse du travail fourni, que de sensibiliser acteurs du territoire et citoyens de ce même territoire sur la nécessaire adaptation à leur échelle dans « une zone de l'Europe de l'Ouest où le réchauffement sera sans ambiguïté ». Sans entrer dans les détails, le climatologue a notamment cité comment et en quoi les zones de montagnes, l'eau et la disponibilité, l'énergie, la pêche ou encore les territoires urbains ou les zones humides de la Région Nouvelle-Aquitaine risquent d'être impactés, et ainsi ouvrir des pistes de réflexion sur les adaptations possibles ou souhaitables à impulser pour s'y adapter mieux. Une dimension locale qui est, selon Hervé LeTreut et les équipes Acclimaterra en tournée régionale depuis plusieurs semaines, « un élément du succès de ce rapport, en interpellant de façon cohérente et directe les citoyens sur ce qui se passe et se passer chez eux ». Une manière de leur donner les outils pour agir et peser demain sur les orientations des politiques publiques. Une nouvelle donne citoyenne dans la gouvernance en quelque sorte.

"Collectivement les acteurs du territoire choisissent des scénarios ambitieux"

Elaborer des "scénarios souhaitables" est justement le fondement de la prospective lancée auprès des acteurs du territoire usagers de l'eau par Institution Adour, en charge de la gestion intégrée de l'eau du bassin de l'Adour. « L'objectif est d'envisager les impacts des changements climatiques et globaux (c'est à dire liés à l'ensemble des activités humaines, ndlr), sur l'eau et les milieux aquatiques des bassins de l'Adour et des côtiers basques à l'horizon 2050 afin de permettre de dégager les actions d'adaptation les plus pertinentes », décrit Mathilde Chassecour, chargée de mission au sein de l'établissement public. Le processus pas encore tout à fait achevé mais qui a déjà eu le mérite « de faire discuter ensemble les acteurs des différents secteurs d'activité du bassin, qui n'ont pas tant l'occasion de se croiser, afin de faire émerger des solutions communes qui fassent consensus concernant l'avenir du bassin de l'Adour », insiste-t-elle. Au total en effet, 65 structures différentes du bassin ont participé aux échanges sur des thématiques aussi diverses que la politique et la gouvernance de l'eau, la population, l'aménagement du territoire, les ressources en eau et énergie, l'agriculture, l'industrie, et le tourisme et loisirs. Et, bonne surprise, « si individuellement les acteurs auraient pu avoir tendance à tirer la couverture à soi et choisir les scénarios

les plus facilement réalisables, et donc les moins ambitieux en terme d'adaptation, collectivement, ce sont les deux scénarios plus ambitieux qui ont été retenus ». Restera ensuite à partir du début d'année 2019, à mettre en œuvre une 3ème phase de travail, qui à partir de ces scénarios choisis aura pour objet de développer concrètement les pistes d'adaptation qui auront vocation à être intégrées dans les démarches des porteurs de projets sur le territoire. De quoi confirmer le point de vue également défendu par Hervé Le Treut: sur une question globale, comme le réchauffement climatique, la perception locale, pousse efficacement l'action...



Solène M.

*Crédit Photo : Aq
Publié sur aqui.fr le 04/12/2018
[Url de cet article](#)*